



Empowered by: KU Leuven, VITO, imec & UHasselt

Expert Talk : Les Initiatives d'Action Collective en énergie pour stimuler l'engagement citoyen dans la transition énergétique ?

Auteurs:

Sarah Delvaux (VITO/EnergyVille)

Merce Almuni Calull (VITO/EnergyVille)

Erika Meynaerts (VITO/EnergyVille)

Pieter Valkering (VITO/EnergyVille)

A propos des auteurs

Sarah Delvaux, junior researcher d'EnergyVille/VITO, travaille sur des Stratégies pour l'Énergie et le Climat. Elle travaille dans l'équipe Smart Energy and Built Environment, où elle examine les aspects sociaux et politiques des systèmes énergétiques renouvelables. Elle met le focus sur l'analyse politique, l'engagement des utilisateurs et la perception sociale.

Merce Almuni Calull, senior consultant en politiques et stratégies énergétiques. Son équipe supporte la Commission Européenne et des administrations régionales et locales en passant vers un système énergétique décarbonisé et durable. Il étudie les éléments économiques, technologiques et comportementaux qui s'associent avec une telle transition.

Erika Meynaerts a déjà plus de 15 ans d'expérience en tant que chercheuse dans l'équipe Transition, Energy and Environment d'EnergyVille/VITO. Elle a été impliquée dans des projets différents, qui ont eu pour l'objectif de calculer les coûts et les effets des stratégies environnementales, climatiques et énergétiques. En outre, elle a contribué à des études pour des gouvernements locaux, en analysant le système énergétique et en élaborant des scénarios qui servent à atteindre des objectifs de réduction de CO2.

Pieter Valkering, researcher de l'équipe de Sustainable Energy et l'unité de Smart Energy and Built Environment. Il travaille à une analyse intégrée des systèmes énergétiques, en mettant le focus sur les aspects sociaux des tels systèmes. Il étudie les barrières et motivations sociales de la transition énergétique, l'importance des communautés de l'énergie et les aspects d'utilisation des technologies d'énergie renouvelable.



Expert Talk : Les Initiatives d'Action Collective en énergie pour stimuler l'engagement citoyen dans la transition énergétique ?

Les formes d'engagement collectif dans le domaine de l'énergie attirent beaucoup d'attention en recherche énergétique. Bien qu'elles ne soient pas nouvelles, la décentralisation croissante des sources énergétiques voit la résurgence d'activités énergétiques collectives et de nouveaux concepts comme les Communautés Locales d'Énergie, les Quartiers à Énergie Positive ou les Centrales Électriques Virtuelles Communautaires apparaissent. Ces concepts sont développés et étudiés selon une approche multidisciplinaire en tenant compte des besoins spécifiques à chaque contexte. À juste titre, ils sont vus comme une opportunité d'engager les citoyen·ne·s dans la transition énergétique.

Le paquet législatif européen « Une énergie propre pour tous les européens » (Clean Energy for All) reconnaît l'importance de l'engagement citoyen afin de réaliser la transition énergétique et met en avant un cadre favorable pour renforcer le rôle de celui, notamment par les « communautés d'énergies renouvelables », les « communautés d'énergies citoyennes », et l'« auto-consommation collective ». Non seulement le paquet « énergie propre » veut donner plus de pouvoir aux citoyen·ne·s mais il reconnaît également que la décentralisation du système énergétique vers les sources d'énergie renouvelable amène de nouveaux acteurs et actrices sur le marché, ainsi que de nouvelles formes d'innovations.

VITO/EnergyVille fait partie du projet de recherche H2020, [COMETS](#). Ce projet se concentre sur les activités collectives portées par des citoyen·ne·s, appelées Initiatives d'Action Collective (IACs). Plus précisément, **une Initiative d'Action Collective est définie comme une initiative citoyenne, qui déploie des activités collectives pour produire, partager, économiser, acquérir, sensibiliser et diffuser des connaissances sur l'énergie renouvelable**. Pour mieux faire le point sur l'engagement des citoyen·ne·s organisé·e·s en collectif et leur impact sur la transition énergétique, une enquête en ligne a été menée dans 6 pays, entre mai et septembre 2020. Les initiatives interrogées en Belgique comprennent notamment les coopératives d'énergie, les initiatives de transition, les initiatives d'habitat partagé, les initiatives d'efficacité énergétique, et les initiatives de service de mobilité (partagée). 43 initiatives ont répondu à ce sondage. Cet article présente les résultats belges et amène des pistes de réflexion à la question de savoir si elles peuvent être un moyen de stimuler l'engagement citoyen dans la transition énergétique.

Les Initiatives d'Action Collective sont issues principalement des idées des citoyen·ne·s, mais aussi, souvent en collaboration avec des organisations non privées.

L'engagement citoyen peut prendre de nombreuses formes. En Belgique, la grande majorité des personnes interrogées (84%) déclare que leur initiative repose à l'origine sur les idées des citoyen·ne·s. Parmi celle-ci, la moitié des répondants indique qu'ils s'agit d'initiatives portées par les citoyen·ne·s uniquement, tandis qu'un tiers implique également à l'origine des organisations non privées, comme des communes ou des ONG actives dans le domaine de l'énergie ou de l'environnement. Une minorité des initiatives interrogées (16%) indiquent que leur initiative ne comprend pas de citoyen·ne·s à l'origine, mais bien d'autres acteurs comme des universités, des communes, des acteurs de la société civile ou des organisations à but lucratif (8%). Presque deux tiers des initiatives ont la coopérative comme forme juridique, tandis que près de 20% sont constituées en organisation sans but lucratif.

Les Initiatives d'Action Collective visent la démocratie énergétique, la « relocalisation » de la production d'énergie et la possibilité pour les citoyen·ne·s de profiter directement les fruits de leurs investissements.

Les initiatives poursuivent un large éventail d'objectifs. La plupart des initiatives étudiées (deux tiers) visent la démocratie énergétique (ex. la majorité des personnes interrogées suit le principe « un membre, une voix » pour prendre des décisions au sein de l'Assemblée Générale de leur initiative). Plus de la moitié a pour objectif de rendre la production d'énergie plus locale et de permettre aux citoyen·ne·s de bénéficier du retour sur investissement (ROI) dans l'énergie renouvelable. Dans une moindre mesure, ils veulent accroître l'accès aux sources d'énergie renouvelable et offrir des alternatives aux modèles d'énergie traditionnels.

Les Initiatives d'Action Collective ont un portefeuille diversifié d'activités.

Puisque la contribution des activités collectives à la transition énergétique peut prendre de nombreuses formes, neuf catégories d'activités ont été abordées autour de deux thèmes principaux : les activités liées à l'énergie et les activités liées à la transition énergétique au sens large. Le Tableau 1 présente les neuf catégories d'activités définies autour des deux thèmes, ainsi que le pourcentage d'implication des initiatives sondées pour chaque catégorie.

Tableau 1 : le pourcentage des Initiatives d'Action Collective (IACs) impliquées dans les neuf catégories d'activités analysées autour des deux thèmes (résultats de l'enquête belge).

| Activités liées à l'énergie | % de IACs actives | Activités liées à la transition énergétique au sens large | % de IACs actives |
|--|-------------------|---|-------------------|
| Chaîne d'approvisionnement en énergie renouvelable | 88% | Création de connaissances et de compétences | 84% |
| Technologies déployées pour la production d'énergie renouvelable | 93% | Inclusion sociale/Emancipation de groupes d'individus spécifiques | 63% |
| Services d'efficacité énergétique | 51% | Pauvreté énergétique | 28% |
| Services de mobilité | 26% | Protection de environnement | 30% |
| | | Mobilisation de la société civile | 63% |

La plupart des initiatives rapporte être active dans plus de 4 catégories d'activités différentes (86%), combinant souvent des activités provenant des deux thèmes. Les activités visent à faire bénéficier les citoyens (74%), les communes (63%), les PME (49%) et les associations (44%).

Outre les activités liées à l'énergie, les Initiatives d'Action Collective poursuivent donc également des activités à finalité sociale. D'une part, les activités liées à l'énergie se concentrent principalement sur la production d'énergie renouvelable via le solaire photovoltaïque sur les toits et l'éolien terrestre. Elles financent des projets ou des technologies d'énergie renouvelables, organisent ou gèrent l'autoconsommation collective ou le partage d'énergie, et donnent des conseils sur la consommation d'énergie. Bien que les services de mobilité restent au stade de niche, le partage des véhicules électriques apparaît dans 10% des initiatives et certaines des personnes interrogées ont exprimé leur intérêt à devenir actif dans les services de mobilité à l'avenir. D'autre part, les initiatives sont actives dans des activités qui ont un objectif social, socio-politique et/ou environnemental. Elles cherchent à apporter des bénéfices sociaux, notamment par la sensibilisation des citoyen·ne·s à l'énergie renouvelable et à l'action collective, par le partage de connaissances techniques sur l'énergie renouvelable et par le soutien aux projets collectifs locaux. Elles proposent aussi des recommandations et diffusent activement des messages politiques, à travers les médias, en faisant du lobbying ou en organisant des campagnes de mobilisation. Les activités visant à lutter contre la pauvreté énergétique restent timides, ainsi que les activités de protection de l'environnement, mais certains répondants sont actifs dans le soutien aux pratiques durables dans d'autres secteurs (le secteur agricole, par exemple).

Les Initiatives d'Action Collective sont de petite à moyenne taille et reposent sur des bénévoles.

La plupart des initiatives indique être de petite (1-99 membres) ou de moyenne taille (100-999 membres). Moins de 20% des personnes interrogées déclarent que leur initiative compte plus de 1000 membres. Presque toutes les initiatives comptent sur le travail bénévole pour mener à bien leurs activités (95%). Dans les initiatives où il y a du personnel employé en plus de la base de bénévoles, le nombre d'employés reste limité: 21% d'entre elles ont moins d'un employé à temps plein, et 16% emploient entre 2 et 10 personnes.

Les Initiatives d'Action Collective sont principalement actives au sein d'une même Région et coopèrent avec les organisations de réseaux du secteur de l'énergie ainsi que les acteurs locaux.

Les initiatives évoluent dans un environnement plutôt local. En effet, en ce qui concerne la portée géographique de leurs activités, la moitié des initiatives déclarent mener leurs activités dans plusieurs communes au sein d'une même région, soit en Flandre, en Wallonie ou en Région de Bruxelles-capitale. Une minorité est active au niveau national (14%) et une plus petite portion des personnes interrogées a répondu que leur initiative est active seulement dans une seule commune, donc très localement.

En ce qui concerne les partenariats avec différents acteurs, les initiatives coopèrent plutôt avec des réseaux formels liés à l'énergie, comme RESCOOP ou Ecolise (plus de 70% des personnes interrogées) et avec des acteurs locaux (des associations ou coopératives locales (non liées à l'énergie, comme l'agriculture), l'église, les clubs de sport, etc., pour plus de 65%).

Les Initiatives d'Action Collective distribuent leurs bénéfices aux citoyen·ne·s et réinvestissent principalement dans leurs activités liées à l'énergie.

La majorité des initiatives réalisent des bénéfices (70%). Elles distribuent ces bénéfices entre ceux qui ont investi dans l'initiative (ce qui comprend principalement les citoyen·ne·s qui ont investi des fonds propres (77%) et les autorités publiques (7%)) et/ou elles réinvestissent les bénéfices dans des actifs et des activités principales de l'initiative (comme des parc éoliens). Un petit nombre d'initiatives allouent leurs bénéfices à d'autres activités (par exemple l'émancipation des citoyen·ne·s, l'activisme et l'environnement) et à des projets pour la communauté locale. Les 30% restant ne réalisent pas de bénéfices. Ceci peut s'expliquer en partie par la nature de ces initiatives : 20% sont sans but lucratif.

Les Initiatives d'Action Collective souhaitent se développer de façon durable dans le temps.

La plupart des initiatives désirent se développer. Elles envisagent d'investir dans de nouveaux projets et/ou d'augmenter leur capacité de génération. Elles souhaitent également augmenter et attirer un public plus diversifié, ainsi que de fournir de nouveaux services, de nouvelles activités, de nouveaux produits.

Bien que la majorité des initiatives ont exprimé le désir de grandir, seule une petite partie des personnes interrogées (14%) souhaite étendre la portée géographique de leur initiative au niveau de leurs membres. Cela peut suggérer que leur croissance ne signifie pas nécessairement une expansion géographique, mais bien une consolidation et une inclusion plus poussées des membres dans la région dans laquelle elles mènent leurs activités. En effet, 56% des initiatives souhaite augmenter le nombre de membres et 25% des personnes interrogées indique qu'elles aimeraient attirer de nouveaux profils de membres (de milieux socio-économiques, culturels ou de genre différents) qu'ils n'ont actuellement.

Stimuler l'engagement citoyen dans la transition énergétique par le biais des Initiatives d'Action Collective.

Les Initiatives d'Action Collective dans le domaine de l'énergie présentent des opportunités qui permettraient de stimuler l'engagement citoyen dans la transition énergétique. Les résultats de cette enquête démontrent que les Initiatives d'Action Collective en Belgique sont issues des idées des citoyen·ne·s. Elles ont pour objectifs la démocratie énergétique et la relocalisation de la production de l'énergie. Les initiatives sont de petite ou de moyenne taille. Elles reposent sur le bénévolat et disposent d'un portfolio d'activités assez diversifié. Elles mènent leurs activités au sein d'une même Région et coopèrent principalement avec des réseaux d'acteurs du secteur de l'énergie ainsi que des acteurs locaux. Leurs bénéfices sont distribués aux citoyen·ne·s et réinvestis dans leurs activités énergétiques. Les initiatives désirent se développer d'avantage et être pérennes.

Toutefois, de nombreux défis sont encore à relever pour y parvenir. Près de 90% des initiatives déclarent qu'elles éprouvent des difficultés à maintenir leur initiative. Ces difficultés concernent notamment de trouver du soutien politique, de se conformer aux lois et réglementations en places, de comprendre et/ou suivre les procédures administratives (ex. les permis), de concurrencer les acteurs établis de longue date, d'accéder facilement à des sources de financements (subventions incluses), et de gérer la charge de travail liée à leurs activités. En outre, plus de 60% des personnes interrogées déclarent qu'il est assez difficile de stimuler d'autres citoyen·ne·s à participer à de tels initiatives. La participation à ce type d'initiative reste difficile en raison d'un manque d'intérêt perçu pour la transition énergétique, d'un manque de conscientisation ou de compréhension de l'initiative elle-même et de ses avantages, ainsi qu'une certaine lassitude des citoyen·ne·s envers l'action locale.

Ainsi, les Initiatives d'Action Collectives peuvent-elles stimuler l'engagement citoyen dans la transition énergétique? Nos résultats suggèrent un momentum clair dans l'émergence de ce type d'initiatives, alimenté par la volonté des citoyen·ne·s de s'engager dans la transition énergétique, via bénévolat. Cependant, une sensibilisation accrue et la relève de différents obstacles, y compris concernant la lassitude du citoyen à s'engager au niveau local, doivent être abordés pour stimuler pleinement l'engagement des citoyen·ne·s dans les activités énergétiques collectives. Certains de ces défis seront abordés dans les prochaines phases du projet COMETS, notamment via l'implications d'initiatives et de diverses parties prenantes, afin de travailler ensemble à des stratégies, des outils et des instruments pour accélérer l'action collective en Belgique. Pour en savoir plus sur le projet COMETS, veuillez vous rendre sur le site-web [Communities for Future](#).